

Liste des fiches d'analyse ou des mesures à proposer

Développement de la vie associative

Discours et exemples sur l'utilité sociale des associations, la reconnaissance de leur rôle contributeur, indispensable à la marche à la société.

Analyse sur des exemples des coûts évités par les associations et des coûts induits par leur disparition.

Propositions pour un pôle de débat spécifique aux associations, plus large que le HCVA et émanant des associations elles-mêmes.

Relecture de la circulaire Valls, de la Charte Nationale d'engagements réciproques pour déterminer les points les plus importants.

Faire l'inventaire des acquis non utilisés.

Développement de l'ESS

Analyse critique de la loi ESS (ce qu'elle aurait pu être, ce qu'elle est)

Analyse critique du « pacte de croissance des entreprises de l'ESS », des innovateurs de l'innovation sociale.

Redéfinition du sens des mots intérêt général, bien commun, utilité sociale, société civile, innovation sociale, managérialisme.

Accompagnement des associations

Accompagnement et démocratie associative

Analyse critique de la logique managériale et de son inadaptation par rapport aux réalités associatives, et propositions pour reconnaître un fonctionnement par projets partagés, au service du bien commun,...

Analyse critique des effets de la sectorisation des administrations publiques sous l'influence de la RGPP, et de la globalisation des crédits sous l'influence de la LOLF.

Simplification et évaluation

Propositions pour un réel « choc de simplification » : règles de l'antériorité, harmonisation des formulaires, création d'une instance permanente de dialogue sur les procédures (reprise des travaux de 2014).

Analyse critique du « Compte associations » dématérialisé pour simplifier les démarches administratives.

Mise en application de la circulaire Valls en matière d'évaluation (fiche déjà faite).

Diversification des exigences comptables selon la taille des associations et plan comptable simplifié.

Droits collectifs des associations

Analyse du recul des droits pour les associations ; propositions législatives et réglementaires.

Remise en cause des normes pour les locaux recevant du public, de l'obligation d'inscription sur un registre des représentants d'intérêts, et analyse critique des normes relatives aux activités censées présenter des « risques », etc. faire le lien avec la composition des commissions établies sur les normes et demander une participation des associations à ces commissions.

Formation et innovation

Gestion du FDVA : développement diversifié et innovant de la formation des bénévoles en sortant des poncifs, et de programmes d'expérimentation ouverts (et non selon des priorités prédéfinies).

Évaluation des effets de Datadock et de la réforme de la formation professionnelle sur les possibilités de formation pour les différents types d'associations et l'alourdissement des contraintes (en matière d'apprentissage, d'agrément, etc.).

Appui à la mutualisation des formations pour les petites et moyennes associations.

Analyse de la réalité du compte d'engagement citoyen.

Soutien au développement des activités (et emploi associatif)

Financement par les collectivités et relations associations-collectivités

Libertés laissées par le droit européen : note d'explication et propositions d'information (avec le CNFPT ?).

Analyse critique des effets de la réforme de la fiscalité locale et de la réduction de la dotation de l'État sur le financement des associations par les collectivités, en distinguant les communes et les départements.

Propositions d'évolution de la réglementation concernant les appels d'offres (en termes de seuils et de clauses).

Mise en application de la circulaire Valls pour privilégier des subventions de fonctionnement, pluriannuelles, au projet associatif.

Mesures spécifiques en faveur du développement des associations sans salariés : subventions, prêts de locaux, mises à disposition gratuites de services (photocopies, informatique, etc.) ou de temps, etc...

Financements par l'État

Propositions pour un financement par l'État, stable et cogéré des projets associatifs d'intérêt général des petites et moyennes associations sur une base pluriannuelle, déconcentrée et en fonctionnement (Fond de développement des initiatives citoyennes de Pas sans Nous, FDVA rénové, ex québécois).

Effets du prolongement du CITS et de la baisse des cotisations patronales sur différents cas d'associations, (par ex. un CSC, une MJC, APICED, une troupe de théâtre, une crèche parentale,...) ?

Objectif d'une politique globale de l'emploi associatif (vue du point de vue des associations employeuses) afin que les associations puissent remplir leurs missions en allant vers CDI respectant le code du travail, la revalorisation des salaires, en stoppant l'évolution vers une sous-fonction publique se substituant à la fonction publique territoriale (analyse critique des évolutions depuis 10 ans, avec la multiplication des contrats courts, précaires, et le développement d'une fonction publique).

Analyse des jaunes budgétaires (concentration des financements, consommation croissante des crédits par des associations parapubliques).

Analyse critique des mesures annoncées : crowdfunding, arrondi solidaire, fonds territoriaux de développement associatif (art 68 loi ESS) (dont certaines sont plutôt des gadgets).

Contrats aidés

Faire une étude d'impact de la restriction des emplois aidés, avec une analyse critique de l'interprétation de la loi de 2009.

Compléter les notes déjà réalisées en fonction des réponses de la DGEFP, actualiser les témoignages.

Montrer sur des exemples diversifiés comment l'évolution des financements publics et la suppression des EA fragilisent les associations engagées au service du bien commun et de l'intérêt général.

Service civique

Analyse critique du développement du service civique.

Bénévolat et engagement

Engagement

Engagement : conception citoyenne et conception du gouvernement. Propositions pour une orientation de la « Semaine de l'engagement » vers l'engagement citoyen et non vers l'engagement entrepreneurial.

Bénévolat

Note sur la valorisation du bénévolat, avec une analyse critique des fausses pistes (bénévolat de compétences, payer les bénévoles, etc.).

Mesures règlementaires et législatives pour libérer le bénévolat des contraintes administratives et normatives.

Dialogue civil

Analyse critique de la notion de dialogue civil.